

# Lutte de classe

## La question fondamentale.

Lu dans l'éditorial n°809 d'*Informations ouvrières* du 29 août, l'hebdomadaire du PT.

D'un côté, Gluckstein écrit : « *La question fondamentale de toute la situation est l'attitude à l'égard de l'Union européenne.* ». Certes, pourquoi pas, mais qui décide en dernier lieu d'appliquer la politique meurtrière dictée par l'UE ? Il le dit lui-même mais il s'obstine à ne pas vouloir en tirer les conclusions qui s'imposent.

« *Le Conseil des ministres du 24 août a confirmé l'instauration d'une franchise « médicale » soumise au vote du Parlement avant la fin de l'année.* »

C'est donc bien le président de la République, son gouvernement et leur Parlement qui décident en dernier lieu des lois qui sont votées ou non, oui ou non monsieur Gluckstein ?

C'est donc bien l'existence de la constitution sur laquelle repose la légitimité de Sarkozy, son gouvernement et leur Parlement, l'ensemble des institutions réactionnaires de la Ve République qui permet le vote de toutes ces lois iniques dictées ou non par Bruxelles, Washington ou qui vous voudrez monsieur Gluckstein, oui ou non ?

Plus loin, il écrit : « *N'est-ce pas l'Union européenne qui, au nom du pacte de stabilité, ordonne ces attaques incessantes contre la Sécurité sociale ? N'est-ce pas la Banque centrale européenne qui, au nom de la « lutte contre l'inflation », dicte réduction des dépenses publiques et blocage des salaires des travailleurs accablés sous le poids de dépenses toujours plus lourdes ?* »

Mais « *ordonner* », « *dicter* » ne signifie pas appliquer monsieur le professeur Gluckstein, ne confondons pas tout s'il vous plaît. Toute la question est là effectivement.

Qui les votent ces lois antiouvrières, qui se portent garants ensuite de leur application, Barroso, la Commission européenne, le Parlement européen, la Banque centrale européenne, le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale, l'ONU, Bush, le président de Renault, de Coca Cola, le pape ou le président de la République française Sarkozy, son gouvernement Fillon-Kouchner et leur Parlement aux ordres ? Qui monsieur Gluckstein ? Vous connaissez parfaitement la réponse à cette question.

La preuve, quand il écrit plus loin : « *Il y a une classe capitaliste — dont l'Union européenne et le gouvernement Sarkozy-Fillon sont les instruments.* ». Justement, brisons l'instrument, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner (je complète, excusez-moi) et le lien qui existe entre le capitalisme en France avec l'Union européenne sera brisé, c'est pourtant simple à comprendre. Gluckstein n'est pas un travailleur manuel et cela se voit.

Si l'Union européenne et le gouvernement sont bien des instruments au service du capitalisme, vous oubliez qu'ils occupent une place particulière et distincte au sein des institutions et qu'ils ne remplissent vraiment pas le même rôle, même si au bout du compte ils poursuivent un objectif commun.

L'ordre dans lequel s'établit la répartition des pouvoirs (a une histoire) est ainsi fait et vous ne pouvez rien y changer, sauf à le nier évidemment, ce qui est votre droit : c'est la constitution de chaque État de l'Union européenne qui donne le pouvoir aux chefs d'État de signer les traités avec l'UE, de désigner le président de la Commission européenne et de nommer un commissaire européen par pays et non l'inverse. On pourrait dire : l'Union européenne propose, les chefs d'État disposent.

Entre faire pression sur quelqu'un, exiger quelque chose de quelqu'un et décider à la place de quelqu'un, il y a une marge semble-t-il, non ?

Maintenant si Gluckstein veut réécrire le texte de la constitution de la Ve République pour pouvoir justifier ensuite la politique trade-unioniste de son parti et épargner à tout prix le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et son Parlement, libre à lui.